

La voix de l'Opposition de gauche

Le gouvernement du Medef annonce la couleur.
L'offensive continue avec le soutien des dirigeants syndicaux.

29.12.12

Côté gouvernement.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a affirmé vendredi à Font-Romeu (Pyrénées-Orientales) l'impératif d'intensifier le combat contre le chômage après une nouvelle dégradation des chiffres de l'emploi, et la nécessité d'un "*nouvel équilibre*" entre les intérêts des salariés et des entreprises.

(Traduction : la lutte contre le chômage passe notamment par un rééquilibrage de la législation du travail davantage encore en faveur du patronat. C'est le langage d'un Premier ministre des patrons. - ndlr)

"*L'effort pour lutter contre le chômage doit être encore plus intense*", a dit le chef du gouvernement lors de la visite de la brigade de gendarmerie de Font-Romeu.

(L'art de brasser du vent. C'est comme lorsque vous multipliez un nombre par zéro pour en atteindre un supérieur ! - ndlr)

"*Nous devons mettre toute notre énergie pour le redressement, il faut sortir d'un certain découragement*", a insisté sous différentes formes le Premier ministre, actuellement en vacances en famille à Font-Romeu.

(Au profit de qui ? Devinez. - ndlr)

Les chiffres du chômage publiés jeudi confortent le gouvernement dans les mesures d'urgence comme les contrats d'avenir et les contrats de génération, mais aussi dans son pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi, a-t-il dit.

(Ici, c'est l'AFP qui se fait le relais de la politique du gouvernement pour la justifier. - ndlr)

La France doit en outre "*engager des réformes, ces réformes qui sont des réformes de structure*", a-t-il dit en citant l'école, la décentralisation ou l'énergie, "*mais aussi un nouvel équilibre entre les intérêts des entreprises et de leur salariés*".

(Des contre-réformes réclamer par le FMI, l'UE, etc. Au profit de qui ? Qui détient le pouvoir permet de répondre à cette question. - ndlr)

"*L'entreprise doit retrouver des marges de manoeuvre pour investir, innover, embaucher*", a-t-il déclaré. Il a ainsi exhorté les partenaires sociaux à trouver un accord sur la sécurisation de l'emploi.
AFP 28.12

Traduisez : embaucher à n'importe quel prix, tandis que le gouvernement octroie un cadeau de 20 milliards d'euros aux capitalistes. Et comme ce "*nouvel équilibre*" ne sera pas favorable aux travailleurs, il le sera forcément au profit du patronat, qui en douterait ?

Côté syndicats.

Bernard Thibault a déclaré sur RMC-BFM TV ne pas avoir "*de raison de douter de l'engagement*" du chef de l'Etat. "*Par contre j'ai des éléments qui me permettent de douter fortement de la perspective d'avoir un inversement de la courbe du chômage en 2013*" l'objectif de François Hollande, a-t-il poursuivi.

(On a là la ligne politique des syndicats, leur alignement complet sur le gouvernement. -ndlr)

Selon le secrétaire général de la CGT, qui dénonce notamment les 20 milliards de crédits d'impôt "*offerts aux entreprises sans contrepartie*", "*il n'y a pas d'éléments sur les choix de politique économique et sociale du gouvernement qui laisse entendre qu'on va inverser la courbe du chômage*".

(La question n'est pas celle d'"*inverser la courbe du chômage*", mais dans quelles conditions, question que Thibault occulte sciemment imitant ainsi Ayrault. - ndlr)

Interrogé sur RTL sur la concrétisation de l'ambition du chef de l'Etat, Jean-Claude Mailly a lui répondu: "*dans la logique actuelle, non, puisqu'on est en quasi-récession, je ne vois pas comment, à partir de là, le chômage pourrait sérieusement diminuer*".

(Même remarque. -ndlr)

"*Le président de la République dit +2013 sera l'année de l'emploi+ mais on ne peut pas déconnecter l'emploi des politiques économiques. Il y a l'effet récessif au niveau international, notamment au niveau européen, ça pèse sur l'activité de l'économie française, mais il y a aussi une politique de rigueur qui accentue cet effet récessif*", a-t-il estimé.

(Mailly en rajoute une couche, si vous êtes au chômage, surtout ne vous en prenez pas au capitalisme, ne vous en prenez pas aux institutions qu'incarne le gouvernement, c'est la faute de la récession au niveau international et la boucle est bouclée. -ndlr)

Pour le leader de FO, "*les politiques doivent reprendre la main, sinon on reste dans l'incantation*", "*l'action, ce n'est pas seulement les emplois d'avenir et les contrats de génération, c'est une politique économique qui soit plus dynamique en termes de consommation, d'investissement de stratégie industrielle*".

(Le gouvernement s'en occupe. - ndlr)

Dans un communiqué, le Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP) a lui aussi dénoncé des mesures pour l'emploi "*louables mais définitivement pas à l'échelle du problème*".

(Patiencez un peu, avec la généralisation de la précarité, comme en Allemagne, les prochaines "*mesures pour l'emploi*" vont porter leurs fruits, la corbeille des capitalistes est pleine, n'en jetez plus ! - ndlr)

Réagissant aux appels pressants du gouvernement qui souhaite un accord sur le marché de l'emploi lors de la prochaine séance de négociation les 10 et 11 janvier, les deux chefs de file syndicaux ont aussi prévenu qu'ils ne signeraient pas un accord entérinant plus de flexibilité. AFP 28.12

(Rien à foutre, ils se partagent les rôles, la CFDT et la CFTC le signeront et le tour sera joué. -ndlr)